



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté DRE n° 2013-13 du 7 février 2013 prescrivant à la Société du Dépôt Pétrolier de Nanterre(SDPN), exploitant le dépôt pétrolier sis 22, rue Jean Perrin à Nanterre, la mise à jour de l'étude de dangers relative au projet de réduction du risque essence, en complétant dans un délai de trois mois l'étude déjà rendue dans sa version de mai 2012.



LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

- Vu** le Code de l'Environnement, parties législative et réglementaire, et en particulier les articles L.512-3, R.512-31, R.512-33, R.515-39 et suivants, R.512-52,
- Vu** l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- Vu** l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- Vu** les arrêtés préfectoraux des 1^{er} juin 1995 et 10 octobre 1997, réglementant le dépôt pétrolier de la Société du Dépôt Pétrolier de Nanterre (SDPN) situé au 22, rue Jean Perrin à Nanterre,
- Vu** le courrier du 27 juin 2012 par lequel l'exploitant a transmis, dans le cadre de l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) prescrit par arrêté du 25 février 2009, une mise à jour de l'étude de danger tenant compte du projet de reconfiguration du dépôt pétrolier afin de réduire l'étendue des épandages accidentels des essences,
- Vu** le rapport en date du 20 novembre 2012 de Monsieur le Chef de l'Unité Territoriale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie (DRIEE) d'Ile-de-France, constatant que l'étude de dangers révisée est incomplète notamment en raison de la non-conformité du projet de modification présenté à l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, et proposant de prescrire à la Société du Dépôt Pétrolier de Nanterre(SDPN), exploitant le dépôt pétrolier sis 22, rue Jean Perrin à Nanterre, la mise à jour de l'étude de dangers relative au projet de réduction du risque essence, en complétant dans un délai de trois mois l'étude déjà rendue dans sa version de mai 2012,
- Vu** la lettre en date du 30 novembre 2012, informant la Société SDPN des propositions formulées par Monsieur le Chef de l'Unité territoriale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie en Ile de France-Inspection des Installations Classées et de la faculté qui lui est réservée d'être entendu par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques,
- Vu** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, en date du 11 décembre 2012,
- Vu** la lettre en date du 19 décembre 2012, notifiée le 27 décembre 2012, communiquant à la société intéressée les conclusions du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, et rappelant à la dite société, le délai de 15 jours à compter de la réception de la lettre précitée, pour formuler, le cas échéant, des observations par écrit sur ce projet,

Vu le courriel en date du 9 janvier 2013, par lequel la Société SDPN a formulé des observations sur le projet d'arrêté,

Considérant que la mise à jour demandée de l'étude de dangers conduira l'Inspection à s'exprimer sur l'évaluation de la gravité des phénomènes dangereux proposée par l'exploitant et sur les aléas technologiques à prendre en compte pour l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques du dépôt pétrolier SDPN,

Considérant que les prescriptions arrêtées ci-dessous contribueront à la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,

ARRETE

Article 1er :

La Société du Dépôt Pétrolier de Nanterre (SDPN), dont le siège social est situé 562, avenue du Parc de l'Ile à Nanterre, doit réactualiser dans un délai de trois mois l'étude de dangers relative au projet de réduction du risque essence pour ses installations situées 22, rue Jean Perrin à Nanterre, en complétant dans un délai de trois mois l'étude déjà rendue dans sa version de mai 2012, conformément aux dispositions de l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 :

La Société du Dépôt Pétrolier de Nanterre (SDPN), dont le siège social est situé 562, avenue du Parc de l'Ile à Nanterre, doit compléter dans un délai de trois mois l'étude précitée déjà rendue dans sa version de mai 2012, afin de :

- Justifier la conformité du projet au regard des dispositions constructives fixées par l'arrêté ministériel du 03/10/10 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en particulier les dispositions des articles 11 et 20 ;
- Expliciter les différences entre l'étude de dangers de 2007 validée et la révision de 2012. A titre d'exemple, les probabilités de certains phénomènes dangereux, bien qu'inchangés par la modification du dépôt sont différentes entre les deux versions sans explication. Le calcul des probabilités diffère notamment par des sources de données différentes utilisées, la modification des mesures de maîtrise des risques, l'introduction de « décote négociée » ;
- Justifier les éventuels écarts par rapport au guide reconnu « dépôt de liquides inflammables-version octobre 2008 » conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Par exemple, les probabilités retenues pour les événements initiateurs (fuites sur brides, sur mais également mauvaises utilisations,...) ;
- Expliciter la notion de « décote négociée » prise en compte dans le cadre de l'évaluation de la fréquence des phénomènes dangereux en cas de barrières simultanées en limitation et protection qui ne sont pas totalement indépendantes. Le principe même de la prise en compte d'une telle « décote négociée » qui ne correspond pas aux recommandations de l'INERIS en la matière, ainsi que sa valeur doivent être justifiés. En outre, les séquences complètes détaillant les mesures de protection et limitation pour les différents phénomènes dangereux doivent être présentées afin d'étayer cette hypothèse de calcul ;

- Détailler l'évaluation de la cinétique des phénomènes dangereux pour la comparer au temps de déclenchement des barrières de sécurité retenues ;
- Réactualiser l'évaluation de l'intensité des UVCE dans les bacs à double paroi en prenant en compte les travaux du groupe de travail ministériel sur les dépôts ainsi que la demande préfectorale du 29 février 2012 ;
- Démontrer la tenue de la double paroi à la surpression générée pendant la première phase d'explosion d'un UVCE dans le bac ;
- Justifier les zones susceptibles d'être concernées par un nuage de vapeur inflammable en cas d'épandage afin de démontrer qu'aucune zone encombrée supplémentaire, telle que la pomperie des distillats, ne serait impactée par un feu de nuage des bacs T, U et V, en fournissant par exemple une carte concernant tous les phénomènes de feu de nuage.

Article 3:

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Recours contentieux :

En application des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du Code de l'Environnement, le demandeur ou l'exploitant a la possibilité, dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision, d'effectuer un recours devant la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise – 2-4, boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cedex).

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Recours non contentieux :

Dans le même délai de deux mois, l'exploitant a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine, 167, avenue Joliot-Curie, 92013 Nanterre Cedex ;
- soit un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre de l'Écologie, du Développement durable, et de l'Energie - Tour Pascal A et B - 92055 La Défense Cedex.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la Mairie de Nanterre et pourra y être consultée.

Une ampliation du présent arrêté devra être affichée :

- à la Mairie de Nanterre, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois ;
- de façon visible et permanente sur les lieux de l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hauts de Seine.

Article 5 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts de Seine, Monsieur le Maire de Nanterre, Monsieur le Chef de l'Unité Territoriale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France, Monsieur l'Inspecteur Général, Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nanterre, le

Le Préfet,
Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Didier MONTGHAMP